Les droits des femmes en Angleterre au 19ème siècle : la lutte pour les droits au sein de la sphère publique (II)



Statue de la suffragiste Millicent Fawcette, réalisée par Gillian Wearing, inaugurée le 24 avril 2018 à Parliament square à Londres, image *Mayor of London's* Instagram

A compter du milieu du 19ème siècle, les femmes tentent au Royaume Uni d'investir la sphère publique réservée aux

hommes [1]. Le mouvement en faveur du droit de vote des femmes se développe, après quelques appels isolés, à partir de 1865-1867. Il est d'emblée tourné en dérision.

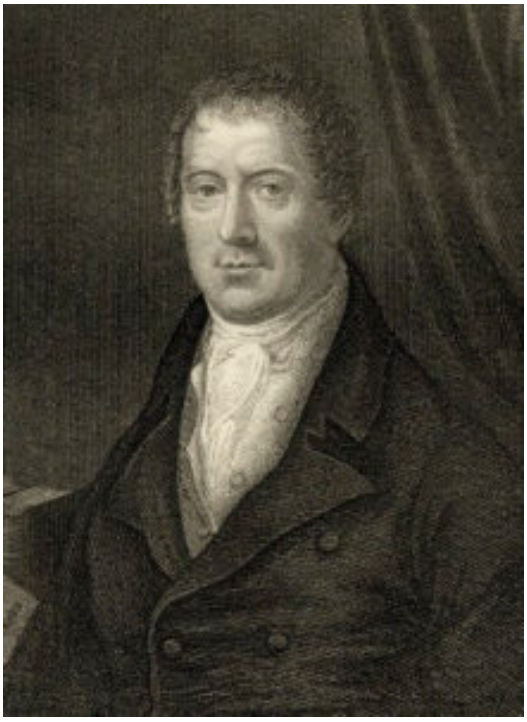
Les militants, composés essentiellement de femmes, qui revendiquent le suffrage féminin au 19ème, sont appelés «*suffragistes*» [2]. Leur démarche est pacifique et respectueuse de la loi (signature de pétitions, de pamphlets, procès ou tenues de réunions publiques). Les suffragistes veulent montrer par leur comportement raisonnable que les femmes sont à la fois capables et dignes de participer à la vie politique du pays. Leur objectif est de sensibiliser l'opinion et de faire pression sur le Parlement.

Au début du 20ème siècle, en dépit de quelques avancées, les femmes sont toujours exclues du droit de vote aux élections nationales. En réaction, une nouvelle génération de militantes fait son apparition. Elles prônent des actions plus offensives à travers un slogan : «*des actes, pas des paroles*» (*Deeds not Words*). Ces militantes aux méthodes plus radicales, sont surnommées les «*suffragettes*» [3].

Les premiers appels en faveur du droit de vote des femmes

En 1817, le philosophe Jérémy Bentham est le premier à réclamer le droit de vote pour les femmes [4].

La réforme électorale de 1832 (*First Reform Act*), tout en élargissant la base des électeurs à la bourgeoisie d'affaires, exclut pour la première fois de manière explicite les femmes du droit de vote (réservé aux «*personnes de sexe masculin*», [«*Male Persons*»]). Jusqu'alors, l'exclusion des femmes résultait du droit coutumier, et n'était pas inscrite dans la loi [5].



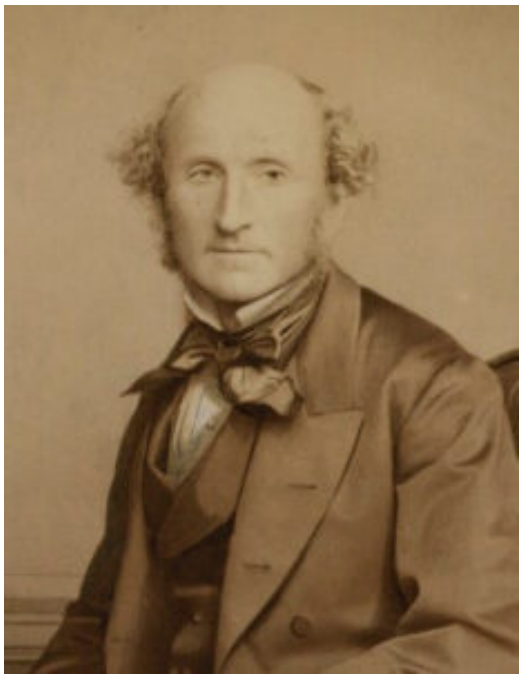
Gravure du député Henry Hunt, artiste non connu, 1830, *National Portrait Gallery*

Deux mois après l'adoption de cette loi, la première pétition en faveur du droit de vote des femmes est déposée par Mary Smith de Stanmore dans le Yorkshire. Elle est présentée par le député Henry Hunt à la Chambre des Communes. Mary Smith demande que le droit de vote soit étendu aux femmes non mariées disposant de la fortune requise [6]. Henry Hunt est conscient que la pétition va susciter l'hilarité de l'assemblée, ce que rapportent d'ailleurs différents journaux. Le *Times* décrit ainsi la pétition comme simplement absurde («*simply absurd*») et ridicule («*foolish*») [7].

En 1851, Anne Knight, militante anti-esclavagiste, crée la première association (*Sheffield Female Political Association*), à l'existence brève, appelant au droit de vote des femmes [8]. George Howard, 7ème comte de Carlisle, accepte, au nom de l'association, de soumettre une pétition en ce sens devant la Chambre des Lords [9].

Le développement du mouvement des suffragistes à partir de 1865

La Kensington Society



John Stuart Mill, photographie de John et/ou Charles Watkins, 1865, *National Portrait Gallery*

En 1865, plusieurs femmes issues de la classe moyenne commencent à se réunir à Londres au sein d'un groupe de discussions, la *Kensington Society*, pour débattre du droit de vote pour les femmes [10]. Parmi elles, figurent des femmes investies depuis des années dans la reconnaissance des droits des femmes comme Barbara Bodichon, Emily Davies, Elizabeth Garrett Anderson et Jessie Boucherett mais aussi de nouvelles militantes comme Helen Taylor, belle fille et assistante du député John Stuart Mill dont l'adhésion en faveur du droit de vote aux femmes est connu [11].

La pétition de 1866 et la proposition d'amendement de 1867

En mai 1866, Barbara Bodichon interroge Helen Taylor sur l'opportunité de lancer une pétition en faveur du suffrage féminin et le soutien éventuel de son beau père [12]. Helen Taylor se montre d'emblée favorable à cette initiative alors qu'un projet de loi sur la réforme électorale est en discussion devant le Parlement [13]. Elle rédige le premier projet de pétition [14]. John Stuart Mill accepte de son côté de présenter la pétition devant la Chambre des Communes à la condition que celle-ci recueille au moins une centaine de signatures [15].



Tableau de Bertha Newcombe « *First women's suffrage petition hidden under an apple stall*« , 1910, représentant Emily Davies et Elizabeth Garrett ayant caché la pétition sous l'étal d'une vendeuse de pommes à Westminster Hall jusqu'à l'arrivée de John Stuart Mill, *LSE Library*

Barbara Bodichon et Elizabeth Wolstenholme créent alors

respectivement à Londres et à Manchester un comité de soutien au suffrage féminin [16]. Elles obtiennent en quelques semaines près de 1500 signatures [17].

Mill présente la pétition devant la Chambre des Communes le 7 juin 1866 et la soutient le 17 juillet 1866 [18]. Il bénéficie de l'appui d'un autre député radical acquis à la cause féministe, Henry Fawcett [19]. Atteint de cécité suite à un accident de chasse, celui-ci épouse en 1867 Millicent Garrett (sœur de la féministe Elizabeth Garrett Anderson), qui devient son assistante.

En mai 1867, Mill propose un amendement au projet de loi sur la réforme électorale examinée par le Parlement consistant à remplacer le mot «*man*» par «*person*» [20]. L'amendement est rejeté par 196 voix contre 73 [21].

Le développement des organisations suffragistes

Les comités de soutien au droit de vote des femmes de Londres, de Manchester et d'Edimbourg sont regroupés en 1867 au sein de la *National Society for Women's* Suffrage, fondée par Lydia Becker [22]. Millicent Garrett (après son mariage, Millicent Fawcett), âgée de seulement 19 ans, est membre du comité exécutif de la *London National Society for Women's Suffrage* [23]. Lydia Becker dirige l'antenne de Manchester et Priscilla Bright McLaren celle d'Edimbourg [24]. En 1868, d'autres organisations de soutien au suffrage féminin se créent à Bristol et Birmingham [25].

L'action des suffragistes de Manchester



Lydia Becker, *LSE Library*

La *Manchester National Society for Women's Suffrage* est d'emblée très active. En 1867, le nom de Lily Maxwell, propriétaire d'un petit magasin à Manchester, apparaît par erreur sur les liste des électeurs pour une élection partielle à la Chambre des Commune [26]. Lydia Becker, qui a vent de cette affaire, l'encourage à se rendre aux urnes et à aller voter. Le jour de l'élection, elle l'accompagne au bureau de vote [27]. Son bulletin de vote, qui avait été accepté, est finalement annulé. Cette affaire est toutefois largement diffusée dans la presse [28].

Les féministes, s'appuyant sur la loi Brougham de 1850 qui vise à simplifier le langage utilisé dans les textes de loi, soutiennent que le mot «*man*» (homme) mentionné dans la réforme électorale de 1867 inclut les femmes [29].

La *Manchester National Society for Women's Suffrage* oeuvre en 1867 à faire inscrire le maximum de femmes (5347 dans la ville de Manchester) répondant aux conditions de richesse pour pouvoir voter [30]. La grande majorité est refusée. Plusieurs femmes contestent en saisissant la justice. Elles sont représentées devant la *Court of Common Pleas* par John

Coleridge et Richard Pankhurst (futur époux d'Emmeline Pankhurst) [31]. Le *Lord Chief of Justice* William Bovill ainsi que les trois autres juges saisis des litiges rejettent les recours en rappelant l'incapacité juridique des femmes [32]. S'ils admettent que le mot «*man*» peut englober les hommes et les femmes, ils soulignent que s'agissant du droit de vote, le terme a clairement été utilisé pour désigner exclusivement les personnes de sexe masculin (affaire *Chorlton v. Lings*, 1868) [33].

Les suffragistes de Manchester adoptent ainsi dès le 19ème siècle une démarche plus radicale et offensive [34]. Contrairement au mouvement londonien majoritairement issu de la classe moyenne, les féministes (comprenant des hommes comme Jacob Bright et Richard Pankhurst) nouent des liens avec les classes ouvrières [35]. Elles sollicitent le droit de vote pour l'ensemble des femmes et refusent d'exclure de leurs revendications les femmes mariées [36].

Un combat au long cours



Millicent Fawcette (née Garrett), photographie de W. & D. Downey, publiée

par *Cassell & Company* en 1890, *National Portrait Gallery*

En 1869, le *Municipal Franchise Act* autorise les femmes célibataires et propriétaires à voter aux élections locales (*borough elections*) [37]. La même année, John Stuart Mill publie son ouvrage «*The Subjection of Women*». Il expliquera l'avoir en partie écrit avec son épouse Harriet Taylor Mill, décédée en 1858. L'ouvrage est un plaidoyer en faveur de l'égalité entre les sexes et du droit de vote des femmes [38].

En 1870, les femmes sont autorisées à voter pour élire les *School Boards* nouvellement créés (conseils élus chargés de gérer l'enseignement primaire jusqu'en 1902) [39].

Entre 1867 et 1884, des propositions de lois et d'amendements en faveur du droit de vote des femmes sont présentées et débattues à peu près tous les ans au Parlement [40]. Après 1884, quelques unes sont encore déposées.

Deux lois majeures de 1870 et 1882 octroient les femmes mariées le droit de propriété. Dorénavant, leurs biens ne sont plus sous le contrôle de leur époux [41]. Les suffragistes fondent l'espoir que ces réformes entraîneront dans leur sillage le droit de vote des femmes. En effet, le suffrage réservé aux hommes est essentiellement basé sur la propriété. Elles vont cependant vite déchanter.



Première page du journal Daily Mirror du 27 avril 1906 titrant « *Suffragettes who rioted in the commons were expelled*« , *British Library*

En 1884, une troisième réforme électorale élargit le corps électoral, qui est cette fois multiplié par deux [42]. Plus de 60% des hommes adultes peuvent désormais voter. De nouvelles classes ouvrières accèdent au suffrage comme les ouvriers agricoles. Les femmes quant à elles restent exclues.

En 1894, le droit de vote au niveau local est octroyé aux femmes mariées (*Local Government Act 1894*) [43].

En 1897, les différentes organisations suffragistes du Royaume Uni se rassemblent au sein de la *National Union of Women's Suffrage Society* (NUWSS) dirigée par Millicent Fawcett [44].

En 1903, Emmeline Pankhurst fonde, avec ses filles Christabel, Sylvia et Adela, une organisation rivale, la *Women's Social and Political Union* (WSPU) [45].

Un journaliste du *Daily Mail* (Charles E. Hands) nomme en janvier 1906 de manière péjorative les militantes de ce mouvement les « *suffragettes*« . Emmeline Pankhurst s'approprie du terme et l'utilise pour désigner les militantes de son mouvement [46].

---

1. [↑] Voir l'article précédent Les droits des femmes en Angleterre au 19ème siècle : la lutte pour les droits au sein de la sphère publique (I) .

2. [↑] Pour une présentation des suffragistes : voir l'article *What is the difference between the suffragists and the suffragettes?*, 8 février 2018, sur le site de la British Library ; l'article *Gaining Women's Suffrage* sur le site The National Archives ; l'article *General History of Women's Suffrage in Britain*, de Rebecca Myers, 27 mai 2013, *The Independent*.

3. [↑]Pour une présentation des suffragettes : idem l'article *What is the difference between the suffragists and the suffragettes?*, 8 février 2018, sur le site de la British Library ; l'article *Gaining Women's Suffrage* sur le site The National Archives ; idem Rebecca Myers, 27 mai 2013.

4. [↑] Voir l'article Bentham the feminist?, de Nicholas J Booth, 3 mars 2016 sur le site UCL – London's Global University ; l'article *The Women's Suffrage Movement*, d'Helena Wojtczak, 2009, sur le site www.historyofwomen.org.

5. [↑] Idem Helena Wojtczak, 2009 ; l'article *When did calls for women's suffrage start in Britain?* de Rebecca Myers, 27 mai 2013, *The Independent*.

6. [↑] Idem Helena Wojtczak, 2009 ; voir l'article *Orator Hunt and the first suffrage petition 1832*, sur le site www.parliament.uk.

7. [↑] Voir un extrait du journal *The Spectator* du 11 août 1832, page 13, sur le site www.spectator.co.uk : *THE » TIMES » versus MARY SMITH. «THE Times, with more than its usual prudery, declaims against the shocking and disgusting conduct of a Tory newspaper, in reprint- ing the petition of MARY SMITH, of Stanmore in Yorkshire, to the House of Commons, for a participation by females in political rights. The very coarse jokes of the IIonourable House on the subject of this petition, were faithfully reported in the different Morning Papers, and in the Times among the rest. Mrs. SMITH'S petition is simply absurd : the jests of the Commons were beastly. It is true, she makes reference to crimes that arc best not alluded to; but it is done in a doctrinal manner, and in no way calculated to promote vice. We lament to observe this additional proof of' an old accusation against the Leading Journal, that it will resort to any arts to retain its influence with the commonalty.*

With regard to Mrs. SMITH'S foolish petition, it is only necessary to inform persons who think with her, that political rig lits, such as voting for members, &c., are necessary evils to individuals, to guard against greater to the public ; and that, when public secu- rity is obtained, no more voters are wanted. The whole population of men even is not required. In all affairs of civil rights, women are the gainers in their being administered solely by men. No woman on her trial would prefer a female jury. When the difference of sex interposes, justice is tempered by tenderness. What good-looking rogue would not prefer a jury of matrons?».

8. [↑] Voir l'ouvrage *Women's History: Britain, 1850-1945: An Introduction*, de June Purvis, 2005, page 278 ; Voir l'article *Sheffield Female Political Association*, pages 630-631, dans l'ouvrage *The Women's Suffrage Movement: A Reference Guide 1866-1928*, de Elizabeth Crawford, 1999.

9. [↑] Voir l'ouvrage *Women's History: Britain, 1850-1945: An Introduction*, de June Purvis, 2005, page 278 ; Voir

l'article *Sheffield Female Political Association*, pages 630-631, dans l'ouvrage *The Women's Suffrage Movement: A Reference Guide 1866-1928*, de Elizabeth Crawford, 1999 ; l'ouvrage *Women and the Vote: A World History*, de Jad Adams, 2014, chapitre 3: *Early British Radicals*, page 74.

10. [↑] Voir l'article *Votes for women: the 1866 suffrage petition*, sur le site internet www.parliament.uk ; l'article *John Stuart Mill and the 1866 petition*, sur le site internet www.parliament.uk ; l'ouvrage *Women's History: Britain, 1850-1945: An Introduction*, de June Purvis, 2005, page 280 ; l'article *The Kensington Society* sur le site internet www.thesuffragettes.org/ ; l'ouvrage *Hearts And Minds: The Untold Story of the Great Pilgrimage and How Women Won the Vote*, de Jane Robinson, 2018, chapitre 2.

11. [↑] Voir l'ouvrage *Defining the Victorian Nation: Class, Race, Gender and the British Reform Act of 1867*, de Catherine Hall, Keith McClelland, Jane Rendall, page 130.

12. [↑] Voir les articles *Bodichon, Barbara Leigh Smith, Madam (1827-91)*, pages 66-70, surtout page 67,*Taylor, Helen (1831-1907)*, pages 678-681, surtout page 679 dans l'ouvrage *The Women's Suffrage Movement: A Reference Guide 1866-1928*, de Elizabeth Crawford, 1999.

13. [↑] Idem Elizabeth Crawford, 1999, pages 67 et 679.

14. [↑] Idem Elizabeth Crawford, 1999, page 68 et 679.

15. [↑] Voir l'article *John Stuart Mill and the 1866 petition* sur le site internet www.parliament.uk.

16. [↑] Voir l'article *London National Society for Women's Suffrage*, page 87, dans l'ouvrage *Dictionary of British Women's Organisations*, 1825-1960, de Peter Gordon, David Doughan ; l'ouvrage *Women's History: Britain, 1850-1945: An Introduction*, de June Purvis, 2005, page 280.

17. [↑] Voir l'ouvrage *Rise Up Women!: The Remarkable Lives of the Suffragettes*, de Diane Atkinson, 2018, préface ; l'article *Votes for women: the 1866 suffrage petition*, sur le site internet www.parliament.uk ; l'article *Women and the Vote – Petitions* sur le site internet www.parliament.uk.

18. [↑] Voir l'article *Presenting the 1866 petition* sur le site internet www.parliament.uk.

19. [↑] Voir l'article *Votes for women: the 1866 suffrage petition* sur le site internet www.parliament.uk ; l'ouvrage *Women in England 1760-1914*, de Susie Steinbach, 2004, page 285.

20. [↑] Voir l'article *John Stuart Mill Amendment* sur le site internet www.parliament.uk ; l'article *Presenting the 1866 petition* sur le site internet www.parliament.uk ; voir les archives parlementaires *Hansard 1803–2005 : volume 187, cc. 817-829*

Numéro de colonne 829 : « *Amendment proposed, in page 2, line 16, to leave out the word « man, » in order to insert the word « person, »—(Mr. Mill,)—instead thereof.*«

21. [↑] Voir les archives parlementaires *Hansard 1803–2005 : volume 187, cc. 817-829* : «*The Committee divided:—Ayes 196; Noes 73: Majority 123*».

22. [↑] Voir l'article *Women and the Vote – The Early Suffrage Societies in the 19th century – a timeline* sur le site internet www.parliament.uk.

23. [↑] Voir l'article *Women and the Vote – The Early Suffrage Societies in the 19th century – a timeline* sur le site internet www.parliament.uk.

24. [↑] Voir l'article *Women and the Vote – The Early Suffrage Societies in the 19th century – a timeline* sur le site internet www.parliament.uk.

25. [↑] Idem Jad Adams, 2014, chapitre 4 : The Rise of the middle-class campaigner, page 91.

26. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, page 297.

27. [↑] Idem, Susie Steinbach, 2004, page 297 ; Idem Jad Adams, 2014, chapitre 4 : *The Rise of the middle-class campaigner*, page 94.

28. [↑] Voir un extrait du journal *The Spectator* du 30 novembre 1867, page 2, sur le site www.spectator.co.uk : «*A woman's vote,—a certain Miss or Mrs. Lily Maxwell's,—was tendered, and (necessarily) accepted, for Mr. Jacob Bright at the poll. Her name had somehow been put on the register by mistake, probably for a man's, and the polling clerk had no choice but to accept her vote, as her name was on the register. Mr. Jacob Bright noticed this anomalous accession to the strength of his adherents with special satisfaction in his subsequent speech, and the lady herself was cheered as she left the poll, escorted by the Secretary of the Manchester Society for the Defence of Woman's Rights, after giving her vote. A scrutiny would strike the vote off, but as there will be no scrutiny, we suppose it will remain. We are afraid that the vote is rather typical of what the votes of all women-ratepayers would be if, according to Mr. Mill's pro- posal, they could be given at such elections,—a moral demon-stration, perhaps, but not a substantial political force. If women ever come to have substantial political' power at all, the rate- paying condition must disappear.*»

Egalement : l'ouvrage *Votes for Women*, de Sandra Holton, June Purvis, 1999, pages 71-74.

29. [↑] Voir l'article *When did calls for women's suffrage start in Britain?* de Rebecca Myers, 27 mai 2013, *The Independent* ; l'ouvrage *Women's History: Britain, 1850-1945: An Introduction*, de June Purvis, 2005, page 280 ; Idem Susie Steinbach, 2004, page 297.

30. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, page 297 ; l'ouvrage *British Freewomen: Their Historical Privilege*, de Charlotte Carmichael Stopes, 2010, page 170.

31. [↑] Voir l'ouvrage *Access to History: Votes for Women*, de Paula Bartley, 2007, Chapitre 4 *The Suffrage Campaigning 1860-1940*, 2. *Peaceful Methods of Campaigning* ; Idem Charlotte Carmichael Stopes, 2010, page 170.

32. [↑] Voir l'ouvrage *Introduction to Feminist Jurisprudence*, de Hilaire Barnett, 1998 (The Franchise in the UK) ; Idem Charlotte Carmichael Stopes, 2010, page 170.

Affaire Chorlton V. Lings L. R. 4 C. P., page 374, audience 7 et 9 novembre 1868, juges : Lors Chief Justice Bovill et les juges Willes, Byles et Keating.

33. [↑] Idem Hilaire Barnett, 1998 (*The Franchise in the UK*) ; Idem Susie Steinbach, 2004, page 297 ; Idem, Charlotte Carmichael Stopes, 2010, page 170.

34. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, pages 286-287.

35. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, page 287.

36. [↑] Idem June Purvis, 2005, page 281.

37. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, page 258. ; voir l'article *Human Rights, 1848 – 1914*, sur le site *The National Archives*.

38. [↑] Voir l'article *John Stuart Mill and the 1866 petition* sur le site internet www.parliament.uk.

39. [↑] Voir l'ouvrage *Women and Education, 1800-1980* de Jane Martin et Joyce Goodman, 2003, pages 59 et suivantes.

40. [↑] Voir l'article *Women and the Vote – The Early Suffrage Societies in the 19th century – a timeline* sur le site internet www.parliament.uk.

41. [↑] Voir l'article précédent Les droits des femmes en

Angleterre au 19ème siècle : la lutte pour les droits au sein de la sphère privée (II).

42. [↑] Idem Rebecca Myers, 27 mai 2013, *The Independent* ; idem Susie Steinbach, 2004, pages 301-303.

43. [↑] Voir l'article *The Women's Suffrage Movement*, d'Helena Wojtczak, 2009, sur le site www.historyofwomen.org.

44. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, pages 303-304.

45. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, pages 304-305.

46. [↑] Idem Susie Steinbach, 2004, page 305 ; voir l'article *Emmeline Pankhurst, Women's Social Political Union Activist (1858-1928)*, de Harriet Beatrice Boothman, sur le site *Museums Victoria Collections*.